



REPUBLIQUE DE BULGARIE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
INSTITUT DIPLOMATIQUE

CONFERENCES PUBLIQUES

2007



**L'EUROPE UNIE – NOTRE AVENIR
LE RÔLE DES ÉTATS, DES RÉGIONS ET DES CITOYENS
DANS LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE**

Professeur Dušan Sidjanski *

Président du Centre européen pour la Culture à Genève ; Conseiller
spécial du Président de la Commission européenne Monsieur José
Manuel Durão Barroso
Sofia, le 17 mai 2007



Mesdames et Messieurs,

Il est pour moi un grand honneur et un grand plaisir d'être de nouveau à Sofia. Je suis venu pour la première fois en 2004, et j'avoue que je constate un progrès remarquable, pas seulement en ce qui concerne l'aspect extérieur des choses, mais aussi en ce qui concerne les discussions que nous avons eues avec différentes personnalités, le haut niveau de compétence – autant de choses qui me donnent l'espoir pour l'avenir, tout comme le désir de poursuivre l'intégration européenne. Je suis un adepte de la Fédération européenne depuis toujours, et non pas depuis les années 90 du XXe siècle. Je suis né comme ça. Il me semble que c'est génétique chez moi. C'est dans mes veines.

Je voudrais aborder le thème de l'avenir européen, l'avenir de l'Europe qui réunit des États, des groupes d'États, des régions. Et ceci est très important – l'apparition des régions en Europe. Et enfin, je voudrais parler de l'activité et de la participation des citoyens, ce qui est également un thème très important. Il ne faut pas oublier que vous êtes maintenant dans l'Union européenne avec votre passeport – un passeport bulgare, certes, mais aussi européen. Au fond, il y a la signification symbolique du passeport – celui qui est, à la fois, européen et national.

Je voudrais expliquer pourquoi je considère l'Europe si importante.

En premier lieu, parce qu'à la base il y a des valeurs essentielles, fondamentales. La culture européenne est une culture partagée, commune, et, dans le même temps, elle est une culture dont la diversité est fabuleusement riche, ce qui rend cette culture exceptionnelle. Grâce à ses capacités d'ouverture, la culture européenne a su générer en son sein les germes d'autres cultures. Il apparaît un point focal, celui de savoir comment traduire dans la réalité des faits cet aspect général de la culture. Je considère que le nouveau fédéralisme, celui que

* Prof. **Dušan Sidjanski** est né le 23.10.1926 à Belgrade.
Depuis 1943 il habite en Suisse.

Prof. Sidjanski est parmi les fondateurs de la Faculté de Sciences politiques à l'Université de Genève. Actuellement, Prof. Sidjanski est le Président du Centre européen de la culture (CEC) de Genève, il est également maître de conférences à l'Institut européen de l'Université de Genève (UNIGE) et conseiller associé au Forum suisse de politique internationale. Prof. Sidjanski est également conseiller personnel du Président de la Commission européenne Monsieur José Manuel Barroso. Depuis la moitié des années 90 jusqu'à nos jours, il introduit et développe, dans ses ouvrages, l'idée de l'avenir fédéral de l'Europe, en représentant le fédéralisme européen comme le meilleur moyen de s'opposer à une nouvelle renaissance du nationalisme en Europe.

Prof. Sidjanski est l'auteur de plusieurs ouvrages, rapports et publications dans le domaine de l'intégration européenne.

Il maîtrise le français, le serbo-croate, l'espagnol, l'anglais, l'italien, le grec et l'allemand; il parle russe.

nous sommes en train de construire ensemble dans l'Union européenne, constitue la meilleure façon de mettre en correspondance l'unité et la diversité. Aujourd'hui, nous sommes pleinement conscients de l'importance que revêtent ces valeurs, les droits humains, la démocratie. L'essentiel, c'est que l'Europe nous confère une nouvelle qualité et une nouvelle dynamique. Demandez aux dirigeants du Portugal pourquoi s'intéressent-ils à l'Europe ? Est-ce à l'argent, est-ce aux fonds européens ? Et ils vous répondent : Bien sûr, ce sont des choses importantes, mais le plus important, c'est l'intégration dans un système démocratique et l'acquisition des qualités propres à ce système. Souvenez-vous du moment où l'extrême droite en l'Autriche a accédé au gouvernement – on a réagit au niveau européen. Cette qualité européenne est donc importante pour notre avenir.

En second lieu, nous vivons dans un monde en mutation permanente, vertigineuse même. Vous connaissez parfaitement les changements survenus en Europe de l'Est, en Russie, l'émergence en cours de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de toutes ces puissances. Quelle attitude pourraient adopter à cet égard la France ou la Grande-Bretagne à elles seules, au cas où nous n'aurions pas établi une union au niveau international ? Évidemment, vous répliquer à juste titre que du point de vue commercial, nous sommes très forts ! L'Europe est la première puissance économique au monde. L'Europe est aussi celle qui fournit le plus d'aide aux pays en développement. L'Europe est également le plus grand donateur à l'égard de l'ONU, et cetera. Mais il est non moins important que nous ayons l'unité politique ! Notre objectif à l'avenir et de nous doter d'un cadre et de moyens pour que l'Europe soit unie au niveau politique. C'est bien l'unité qu'avaient en vue Jean Monnet, Denis de Rougemont, Robert Schuman et bien d'autres, lorsqu'ils disaient que l'objectif est sujet à évolution. Je crois que le moment approche où nous devrions décider qu'est-ce que nous voulons : rester une simple zone de libre échange, un marché commun et de libre circulation et cetera, ou bien se transformer en union politique. Or, l'union politique, ce n'est pas un État. Pour ma part, je la conçois comme une nouvelle forme de synergie. Nous n'irons pas créer un Super État. Et c'est très important de le souligner, étant donné que, de nos jours, les rapports de force se déploient beaucoup plus à l'horizontale qu'auparavant – grâce à Internet, aux systèmes de communication, et cetera.

En troisième lieu, nous assistons pour la première fois à la création d'une union par des États, sans qu'il y ait recours à la force. Cette union ne leur est pas imposée. Elle est le fruit de la volonté des États, des gouvernements, de devenir membres de l'Union européenne. Ceci constitue un changement radical et le résultat qui en découle est une nouvelle forme de puissance, appelée puissance douce, association, partenariat, dialogue culturel que nous développons avec les autres parties du monde. Effectivement, nous adoptons plusieurs approches qui sont tout à fait nouvelles en politique, et j'espère que c'est bien là l'avenir de notre Europe.

Voyons pourquoi la Constitution est-elle importante ? Quand vous avez une société, il vous faut un cadre, il vous faut des règles. Jusqu'à maintenant, nous avons beaucoup de règles communes, mais nous avons aussi de nombreux domaines où les règles restent bien différentes. Nous avons des règles communes concernant le marché commun, l'économie, les technologies, la recherche scientifique, et cetera, mais rien de tel en ce qui concerne la politique étrangère et la défense. Nous sommes donc en présence d'une dichotomie entre la

méthode appliquée dans l'économie, dans le pilier économique, d'une part, et, d'autre part, la méthode intergouvernementale classique appliquée dans le domaine de la politique étrangère et dans d'autres domaines. Voici la thèse principale : deux courants agissent aujourd'hui en Europe. L'un consiste dans la méthode habituelle – les propositions sont acheminées vers la Commission européenne, cette dernière étant l'organe en charge de définir la réglementation commune et l'intérêt commun, l'organe qui a également le plus d'influence auprès des États considérés comme petits et moyens. L'autre courant consiste dans la méthode intergouvernementale, la méthode classique où il n'existe pas d'obligation de proposer à la Commission, d'où il en résulte que parfois les grands États dominant et imposent leur volonté. Je crois que c'est un point important à examiner à l'avenir.

Revenons à la Commission. Elle propose, le Conseil prend des décisions de principe. S'il s'agit d'une proposition législative, dans de nombreux cas maintenant, le Conseil doit décider conjointement avec le Parlement. Demain, vous aurez des élections pour le Parlement européen, et ceci devient un moment important, car le Parlement, qu'on présumait être un organe consultatif, se transforme de plus en plus en organe décisionnel. Les décisions conjointes trouvent application dans presque tous les actes législatifs de l'Union européenne. D'ailleurs, le Parlement approuve le budget et le montant des crédits budgétaires, il décide de l'aide financière. Les États dépendent du Parlement en ce qui concerne le budget. Dans de nombreux cas, les gouvernements proposent une réduction du budget, tandis que le Parlement plaide son augmentation, en vue d'accroître l'efficacité, et cetera. Vous voyez à quel point le Parlement est important. Enfin, le Parlement a le droit de censure : il contrôle la Commission. Vous vous souvenez, sans doute, que la Commission Santerre a dû déposer sa démission. Vous saisissez l'évolution dans les prérogatives du Parlement. A mon avis, cette évolution n'est pas du goût de la société, ce qui explique, dans bien de cas, l'abstention au vote. De plus, beaucoup de gens considèrent que le pouvoir de décision n'appartient pas au Parlement, puisque ce pouvoir est délégué ailleurs.

Or, si l'Europe veut être un sujet actif dans les relations internationales, il faut qu'elle ait de l'unité dans ses positions et de la cohérence dans le processus de prise de décisions, afin que ses positions communes soient garanties. Ce n'a pas été toujours le cas. Par exemple, lors de la crise en ex-Yougoslavie. Que s'est-il passé, de fait ? Les deux plus grands membres, la France et l'Allemagne, se sont confrontés sur la politique à suivre, alors que ces deux pays forment l'essentiel de la puissance militaire de l'Union. Ce fut un moment assez délicat, comportant des risques. Un autre exemple fut l'Irak. L'Union européenne s'est trouvée divisée, huit pays se déclarant pour la guerre, tous les autres se prononçant contre. Mais cette fois, à la différence de la crise yougoslave, la France et l'Allemagne partageaient le même camp. Dans ce contexte, ma question est la suivante : comment fut-il possible que certains États aient pu s'engager dans la guerre alors que leur opinion publique y était foncièrement contre ? Comment parler de démocratie, et, dans le même temps, voir l'Europe se décider à jouer le rôle de l'allié le plus fidèle des Américains, au point de s'engouffrer à leurs côtés dans la guerre ? Voici des questions dont les réponses seront fondamentales pour l'avenir.

Ensuite, quelle est l'influence de l'Europe ? Comme je viens de l'affirmer, l'influence économique de l'Europe est importante. Mais si vous preniez le seul conflit israélo-palestinien, vous constateriez que l'Europe fournit de l'aide, surtout aux Palestiniens, mais

l'Europe n'est pas active dans la recherche d'une issue et d'une résolution au conflit. Ici encore, on observe une dichotomie. Je pense que le manque de cohérence entre la politique étrangère et le marché intérieur, crée des tensions à l'intérieur. Il est indispensable qu'il y ait, à l'intérieur, de la cohérence entre politique étrangère et marché intérieur, surtout à l'heure de la mondialisation. Il est impossible d'écarter l'influence de la politique étrangère sur les marchés intérieurs, sur les économies, et cetera. Voici certains problèmes, parmi d'autres, que je constate.

Que peut-on faire aujourd'hui ? Comme tout le monde le sait, depuis un certain temps la Constitution est paralysée, et il est question de pouvoir fonctionner avec ce qui a été créé jusqu'à maintenant. Le président Barroso et la Commission ont tenté de donner une impulsion à l'intégration commune avec la Déclaration de Lisbonne qui est fondamentale pour l'avenir. Reste le problème de la Commission elle-même et sa composition de 27 membres. Un autre problème réside dans le fait que les membres de la Commission ne sont pas choisis par son président, ils sont nommés par les États. On se souvient du problème avec les commissaires italiens et estoniens, au début de la Commission Barroso si je ne trompe pas. La cohésion n'est pas des plus fortes à l'intérieur de la Commission, et une direction resserrée s'impose. Je suis persuadé que le président de la Commission doit posséder les qualités de leader. Avec 27 membres ayant chacun son point de vue différent et sa manière de penser différente, il est très difficile d'instaurer une interaction et d'aboutir à une action collective. Mais revenons à la Constitution – qu'est-il possible aujourd'hui et comment surmonter ce problème ?

Je pense qu'il faut partir de la déclaration conjointe de Mme Merkel et M. Barroso. Tous les deux ont déclaré qu'il faut d'abord placer le processus sur une voie. Certaines réformes des institutions sont indispensables. En ce qui concerne la question de l'énergie, par exemple, les négociations avec la Russie sont ouvertes, mais il existe toujours le problème du vote à main levée au sein de l'Union européenne. Un État, la Pologne, est en opposition constante et fait valoir l'argument que la Russie refuse d'importer de la viande et d'autres produits de la Pologne. Lorsqu'on a un système de vote qui n'est pas secret au sein d'une organisation de 27 membres, la durée du processus de prise de décision entraîne un effet négatif sur la capacité de l'Union européenne. Bien évidemment, il y a d'autres propositions pour résoudre la situation actuelle, comme celle de M. Sarkozy et M. Blair. Le nouveau président de la France propose la création d'un nouveau cadre qui ne portera pas forcément le nom de « Constitution » ou de « Traité constitutionnel », le titre n'est pas ce qui importe, en fait. L'important, c'est le contenu. Je pense que les dix-huit pays membres qui ont ratifié le Traité doivent se poser comme objectif majeur de faire avancer le Traité signé par tous les pays membres.

Ensuite, considérant les faits en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, il faudrait éviter les référendums. Si on avait eu un référendum en Grande-Bretagne, il est évident qu'on aurait eu un résultat négatif. C'est pour cela que M. Sarkozy emploie le terme de « mini traité », afin d'éviter les débats sur la ratification et d'éviter le référendum car il serait injuste que la France recoure encore une fois au référendum. La proposition du président français a été soutenue par M. Michel Barnier, ancien ministre français des Affaires étrangères et membre de la Commission européenne, ainsi que par d'autres personnalités. M. Barnier estime qu'il est possible de garder les éléments les plus progressistes de la

Constitution, et ceci est une position fondée. Il est également important que M. Blair ait accepté, dans les grandes lignes, la proposition de M. Sarkozy. Le préambule, les principes majeurs et les valeurs essentiels de la Constitution seront gardés. Puis, on aura un président du Conseil européen. C'est-à-dire que le Conseil, qui rénove sa composition tous les six mois, aura un président qui ne changera pas à ce rythme. Puis encore, le président de la Commission devra être élu par le Parlement, sur proposition du Conseil. Ceci donnera plus de légitimité à la Commission. Une légitimité indirecte, en fait, car la pleine légitimité revient au président de la Commission. On pourrait noter un élément original dans la proposition de M. Sarkozy, celui de donner au président de la Commission le pouvoir de choisir lui-même son équipe. Qu'on n'impose plus au président les membres de sa Commission, mais qu'il ait le droit de sélectionner les membres parmi les cadres les plus performants et efficaces. Le poste de ministre européen des Affaires étrangères sera également retenu. Et c'est un cas particulier, puisqu'il exercera simultanément les fonctions de vice-président de la Commission et celles de président du Conseil des ministres des Affaires étrangères. Il aura « deux casquettes » et sera probablement responsable devant deux institutions – un problème découlant de la bicéphalie de cette structure. Néanmoins, l'important c'est qu'il aura l'initiative de proposer au Conseil des ministres des Affaires étrangères, et, par ce fait la Commission sera associée à la politique étrangère. Aujourd'hui, en l'absence de proposition de la Commission, le Parlement est complètement de côté, il ne participe pas à la politique étrangère. En cas de proposition de la Commission, on entre dans le système démocratique de contrôle de la part du Parlement. Ceci est une autre position fondamentale pour l'avenir.

On pourrait aussi tenter d'exploiter davantage la coopération renforcée. La coopération renforcée permet la formation de groupes d'au moins huit pays membres dans l'objectif de se concerter au sein de l'Union européenne, de progresser et d'associer les autres membres. Le principe consiste dans l'avancement en groupe, mais à condition de toujours garder les portes ouvertes à tous les autres membres de l'Union européenne. C'est ce système qui est appliqué pour la zone Euro. La zone Euro est une coopération renforcée dans le domaine de la politique monétaire et économique. L'espace Schengen est aussi une forme de coopération renforcée. Il y a des États, comme la Grande-Bretagne, qui ne participent pas à ces processus. À l'avenir, il faut qu'il y ait plus de souplesse et plus d'imagination dans l'intégration, en vue d'écarter des concepts beaucoup trop rigides.

Et enfin, le texte du nouveau Traité ne doit contenir qu'une cinquantaine de pages environ. Le texte actuel de la Constitution en compte trois cents pages. Les gouvernements de la France et de la Hollande ont publié et diffusé auprès de leurs citoyens le texte du Traité constitutionnel. En effet, le Traité est difficile à être lu, compris et interprété. Alors, comment espérer que les citoyens lisent le texte et qu'ils disent « oui » à ce Traité ? Dans le cas de la France, il y avait aussi des confusions. Le terme même de « Constitution » signifie « établissement d'un État ». À cause de cela, tous ceux qui n'acceptent pas l'idée de la transformation de l'Union européenne en État ont voté « contre ». Il y a encore nombre d'autres raisons, bien sûr, mais il n'est pas opportun d'en approfondir l'analyse. Ce qui semble plus important, c'est de voir et comprendre quelle est l'influence sur les citoyens de ce système complexe qu'est l'Union. Si nous voulons que les citoyens y participent, il nous faut être plus simples et plus clairs, il nous faut expliquer la répartition de la puissance, dire qui est

responsable de quoi. Dans de nombreux cas on considère que c'est la Commission qui a la responsabilité, alors que cela ne correspond pas à la réalité des faits, car la Commission a le droit de proposer, mais n'a pas le droit de prendre des décisions.

Voici certaines idées que je voulais partager avec vous au sujet de l'avenir de l'Europe unie.

Merci beaucoup de votre attention !

UNITED EUROPE, OUR FUTURE. THE ROLE OF STATES, REGIONS AND CITIZENS IN THE CONSTRUCTION OF EUROPE

Prof. Dusan Sidjanski *

President of the European Cultural Centre in Geneva and Special Advisor to the President of the European Commission Jose Manuel Durao Barroso
Sofia, 17 May 2007



Mesdames et Messieurs,

It is a great honour, a great pleasure to be again in Sofia. The first time I came was in 2004 and I must confess that I observe big progress, not only externally but also in the discussion we had with different personalities, the high level of their capacities which is something that gives us hope for the future and also the will to continue with the European integration. I am a European federalist from the beginning – not since the 1990s. I was born this way, I guess, probably it is genes. It is something which is in my blood.

The topic I would like to talk about is the European future, united Europe's future as participation of the states, the groups of states, of the regions – this is very important – the emergence of the regions in Europe, and finally, the activities and the participation of citizens which is also a very important point. We should not forget that in the EU you have a passport – a Bulgarian passport but also a European passport; the beginning of this symbolic meaning of the passport, the European but also the national passport.

Let me explain why I think Europe is so important. First of all, it is the fundamental values which are so basic to us. The European culture is at the same time common culture and diversified culture, incredibly diverse – it is something very exceptional. And it is due to the openness of this culture in which we see the origins of other cultures. The main point is how to translate this common aspect of the culture into reality. I believe that the new federalism which we are creating today in the European Union is the best way to have correspondence between unity and diversity. We see today what the importance of these values is, the human

* **Prof. Dusan Sidjanski** was born on 23.10.1926 in Belgrade. Since 1943 he has lived in Switzerland and is a Swiss citizen.

Prof. Sidjanski is founder of the Department of Political Science at the University of Geneva. He is professor emeritus at the Faculty of Economic and Social Sciences and at the European Institute in Geneva. Prof. Sidjanski is currently President of the European Cultural Centre in Geneva, Special Advisor to the President of the European Commission Jose Manuel Durao Barroso and associate advisor to the Swiss Forum for International Affairs (Switzerland's most important think tank on international issues). Since the mid-1990s he has been developing in his works the idea of the federal future of Europe, pointing out that European federalism is the best antidote to the re-emergence of nationalism in Europe.

Prof. Sidjanski is the author of many books and studies in the field of European integration.

He is fluent in French, Serbo-Croatian, Spanish, English, Italian, Greek, German, and conversant in Russian.

rights and democracy. The point is that Europe gives us more quality and dynamism. When you ask the Portuguese leaders: Why are you so interested in Europe? Is it the money, the European resources and so on? They said: Of course, these are important, but the most important thing for us is to be integrated into the democratic system and to have the qualities of this system. When in Austria we had a government allied with the far right, there was some reaction on European level. So this is an important quality for our future.

The second point is that we are living in a world in which change is incredible. You know perfectly well the change we had in Eastern Europe, in Russia, and now the emergence of China, India, Brazil, all these powers. What can France, the UK do if we are not united at the international level? Of course, you will say: Commercially, we have big power. Europe is the first commercial power in the world. Europe is also the one helping developing countries the most. Europe is the biggest contributor to the United Nations and so on. But it is also important to be united politically. So our aim for the future is to give the framework and the possibility for Europe to be united at the political level. The union is what Jean Monnet, Denis de Rougemont, Robert Schuman and all others had in mind, but they said we have to have an evolution towards this aim. I think the moment is coming when we will have to decide if we want to stay as a simple free trade zone, common market with free movements and so on, or do we want to become also a political union. The political union is not a state. I personally think that we are inventing a new form of governance. We are not creating a super-state. It is very important, because it is also supported by the idea that the powers today are much more horizontal than before – with the Internet, the communication systems and so on.

The third point is that for the first time states unite without using force. It was not imposed. It is the will of the states, of the governments, to become members of the European Union. This is a complete change that gives as its result the new type of power called soft power, association, partnership, cultural dialogue we are developing with other parts of the world. We do have a lot of approaches which are completely new in politics, and I hope that this will be the future of our Europe.

Now, why is the Constitution important? If you have a society, you need a framework, you need common rules. Up to now we had many common rules, but we also had difference between the rules. On one side, we have the common rules in the common market, economy, technology, research, and so on, but in foreign policy, in defence we do not have them. So you have a dichotomy between the method which is used in the economy, in the economic pillar, and the classic, intergovernmental method which is used, on the other side, in domains like foreign policy and so on. This is the main point. Today, Europe has two tensions. One is

the common method – the proposal of the Commission, the Commission being the body that has the aim to define the common agenda, the common interest of Europe and the body which impacts mostly the medium and small countries. On the other side, we have the intergovernmental method, the classic method, in which we do not have the powers of proposal of the Commission, and the result is that the great states dominate in this aspect and impose, in many cases, their will. I think this is a very important point for the future.

Let us go back to the Commission. The Commission makes a proposal, the Council will decide in principle. If it is a legislative proposal, the Council, in many cases now, has to decide with the Parliament. Tomorrow you will have the elections for the European Parliament and this will be an important moment, because the Parliament, which was supposed to be a consultative body, is becoming more and more a decision-making body. Co-decision is used on almost all legislative acts in the European Union. On the other side, Parliament also approves the budget, the level of the budget, decides on financial assistance. The states depend on the Parliament for the money. In many cases, the governments propose a lower budget, and the Parliament says: we have to put it higher, in order to be more efficient and so on. You see the importance of the Parliament. Finally, the Parliament has the power of censorship: it controls the Commission. If you remember, the Santer Commission was forced to resign. So you see the evolution of the powers of the Parliament. My opinion is that the perception of the public is not following this evolution, and therefore in many cases you have abstention from voting because many think that power is not in the Parliament but in other places.

If you want to be internationally active, you have to have unity in your positions and a decision-making process which will guarantee these common positions. This has not been always the case. Take, for example, the crisis in the former Yugoslavia. What happened? The main members, France and Germany, were confronting each other over the crisis, and they are key powers in the European Union. So that was a very dangerous moment. You have another example – Iraq. The EU split: 8 members were for the war and the rest were against. But this time, in comparison to the case of Yugoslavia, Germany and France were together. The question I have in this respect is: How was it possible for some countries to go to war, when the public opinion was against? How do we speak about democracy and Europe as a leading player decided to go with the Americans? So this is a fundamental question for the future.

Secondly, what is the influence of Europe? As I said, the economic impact of Europe is great. But if you look at the Israeli-Palestinian conflict, what you see is that Europe is providing help, especially to the Palestinians, but Europe is not active in the solution of this

conflict. So there is a dichotomy. I believe that if you don't have some cohesion between foreign policy and internal market, you will have tensions inside. We have to have interaction between those two, especially in a globalized world. You cannot avoid the impact of foreign policy on internal markets, the economy and so on. These are some of the problems that I see.

What can be done today? As we know, for some time the Constitutional process was paralysed, and the question now is how we can survive with what was done before. President Barroso and the Commission tried to give some momentum to the general integration with the Lisbon Declaration, which is fundamental for the future. The problem remains that the Commission is a big body consisting of 27 members. The second problem is that the members of the Commission are not chosen by the President of the Commission; they are designated by the states. You remember at the beginning of the Barroso Commission the problems he had with the Italian and the Estonian commissioners, if I remember correctly. So the cohesion of the Commission is not very strong and it needs a very strong leadership. I believe that the President of the Commission must be a leader. With 27 members with different views, a different mentality, to have cohesion and collective action is very difficult. What is important today regarding the Constitution and how can we deal with this problem?

I think the first point is the declaration we had by Merkel and Barroso. Both of them said that we had to put this process on track. We need some reform of the institutions. For example, on the energy issue, there is a beginning of negotiations with Russia; but there is the problem with unanimous voting inside the European Union. So you have one of the countries – Poland – which was consistently opposed to this, arguing that Russia is refusing to import meat and other commodities from Poland. When you have unanimous voting in a body of 27, the length of the decision-making process will be a negative aspect of the capacity of the European Union. Of course, there are other proposals to deal with the situation – the proposal of Sarkozy and Blair. France, under its new president, tried to propose a way of renewing and of creating a general framework, not necessarily called 'constitution' or 'constitutional treaty' – the name is not important. The important thing is the substance it will carry. I believe that the 18 members of the EU who have ratified the treaty should impose as main objective the advancement of the treaty, which was signed by all member states.

The second point is that we have to try, in the case of France, the Netherlands and the UK, to avoid the referendum. If we have a referendum, it is obvious that in the UK we will have a negative result. Therefore Sarkozy called it the 'mini-treaty' to avoid discussion about the ratification and to avoid the referendum, because it would not be right in France today to go back to a referendum. His opinion is supported by Michel Barnier, who was a foreign

minister and member of the European Commission, and others. He thinks that we can preserve the most advanced aspects of the Constitution, and I think this is an important point. It is important that Blair agrees in general with this proposal by Sarkozy. For example, we will preserve the preamble, the main principles about the values in the Constitution. Second, we will have a president of the European Council. This means that the Council, which changes every six months, will have a head who will work in continuity. Third, the president of the Commission should be elected by the Parliament on the proposal of the Council. This will give more legitimacy to the Commission. It has some legitimacy indirectly, but in this way basic legitimacy will be given to the president of the Commission. Something original in Sarkozy's proposal is that he said: We should give the power to the president to select his team. Not to have the members of the Commission imposed, but to have the right to select the most capable, most efficient people for the Commission. We will preserve also the European minister for foreign affairs. This is a very special case. The minister will be at the same time vice-president of the Commission and also the head of the Council of Foreign Ministers. He will have two 'heads' and probably two loyalties, which is one of the ambiguous problems with this structure. Nevertheless, what is important is that he will have the power to make proposals to the Council of Foreign Ministers and in this way, the Commission will be back in foreign policy. Today, without the proposal of the Commission, Parliament is completely outside, it is not participating in the foreign policy. If you have the proposal of the Commission, you enter into the democratic system of control by the Parliament. This is also a very fundamental point for the future.

We can also try to insist and use more the enhanced cooperation. Enhanced cooperation is the possibility for 8 member states to have an agreement inside the EU, to progress and to attract the rest. The principle in this case is that you can go by yourself, but you have to keep open doors to all the members of the European Union. This system is used in the Eurozone. The Eurozone is enhanced cooperation in the monetary and economic policy. Schengen, in some way, is also enhanced cooperation. There are some states, like the UK, who are not participating in this process. In the future we have to be more flexible, with more imagination and not to have a too rigid view of all this.

Finally, this new treaty has to be a treaty of perhaps fifty pages. If you look at the Constitution, it has 300 pages. Unfortunately, the French and the Dutch governments distributed the treaty to the citizens. For us, it is difficult to read, understand and interpret the treaty. How can you imagine the citizens reading and saying yes to this treaty? In the case of France there was also confusion. The word 'constitution' means constitution for the state.

Therefore many people who are against the European state as such voted against. There are many other reasons, of course, but we will not go into them. It is very important to see what the impact of the complicated system on the citizen was. If we want the citizen to participate, we have to be much simpler, to explain what the distribution power is, who is responsible for what. In many cases it says that the Commission is responsible, but this is not the real state of affairs, because the Commission has the right of proposals but not the decision-making power.

So these are some of the ideas I wanted to share with you regarding the future of a united Europe.

Thank you very much!